

#### ARTICLE I

Il est fondé une association sans but lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre :

«ASSOCIATION DES LUDOTHÈQUES FRANÇAISES SUD - PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR», (A.L.F. SUD).

#### ARTICLE II

L'association a pour objet de fédérer, représenter et accompagner les ludothèques et les structures ludiques de la région SUD-PROVENCE ALPES COTE D'AZUR- qui partagent son projet politique ainsi que les procédés autour du jeu qui y sont décrits.

Ses missions sont :

Une mission de représentation, de veille et d'influence.

Ce travail s'effectue en direction de réseaux, d'institutions ou d'instances reconnues comme ayant trait au jeu et à l'action des ludothèques ou que nous identifions comme pertinent au regard de notre action.

Une mission de création et de diffusion d'outils et de procédures.

Ce travail s'effectue à la fois en direction des ludothèques et des différents niveaux de l'ALF. Il a pour but de mettre en cohérence notre réseau, de centraliser nos ressources et d'optimiser notre fonctionnement en mettant en place des outils et procédures afin d'optimiser nos actions.

Une mission d'animation de travail créatif, d'expérimentation et de formation.

Ce travail est transversal. Il a pour finalité d'enrichir la réflexion autour des ludothèques et de leur environnement, des notions de jeux et de jouer et de leur place dans les sociétés dans lesquelles ils s'inscrivent.

Une mission de soutien, d'animation et de développement du réseau.

Cette mission a pour objectif de soutenir et d'animer le réseau en place et de favoriser son développement, notamment celui de nouvelles structures.

#### ARTICLE III

Le siège social est fixé à Salon de Provence (45 rue des Pâtres - 13 300 Salon de Provence). Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration. La ratification par l'assemblée générale sera nécessaire. La durée de l'association est illimitée.

#### ARTICLE IV

L'association se compose de :

**a) Membres d'honneur** : Sont membres d'honneur ceux qui ont rendu des services signalés à l'association. Ils peuvent s'acquitter du montant de la cotisation. Ce titre leur est conféré par sollicitation du CA qui réexamine tous les trois ans, avec l'intéressé, l'opportunité de renouveler sa nomination. Ils ont voix consultative.

**b) Membres de droit** :

- Un représentant désigné par chaque organisme subventionneur de l'ALF. Ils ont voix consultative.

**c) Membres actifs** : Sont membres actifs :

- Les ludothèques à jour de leur cotisation à l'ALF. Elles ont voix délibérative, à raison d'une voix par ludothèque. Chaque ludothèque désigne son représentant.

- Les individuels à jour de leur cotisation à l'ALF. Ils s'acquittent d'une cotisation correspondant à la moitié de la tranche la plus basse des cotisations des ludothèques. Ils ont voix consultative.

**d) Membres associés** : Sont membres associés, des personnes physiques ou morales, à jour de leur cotisation, qui par leurs activités sont liées aux ludothèques. Ils ont voix consultative.

## **ARTICLE V**

La qualité de membre de l'association se perd par la démission, le décès, la radiation prononcée par le CA pour non-paiement de la cotisation ou par radiation prononcée pour motif grave. Le membre intéressé est préalablement appelé à fournir des explications.

## **ARTICLE VI**

Les ressources de l'association comprennent :

- Le montant des cotisations, révisé annuellement par l'Assemblée Générale de l'ALF Nationale pour l'année suivante ;
- Le produit des activités de l'association ;
- Les subventions de l'Union Européenne, de l'État, des organismes publics et des collectivités territoriales ;
- Toutes ressources autorisées par la loi comme les dons et/ou mécénat.

## **ARTICLE VII**

Le conseil d'administration est composé de 6 à 16 membres répartis comme suit :

- 14 sièges ouverts aux candidatures des membres actifs de l'association
- 2 sièges sont disponibles pour des membres associés. Ils sont proposés en assemblée générale ou cooptés par les membres du CA pour l'expertise qu'ils peuvent apporter à ses travaux. En cas de cooptation, la décision doit être entérinée par l'Assemblée Générale Ordinaire suivante. Tout candidat doit être le représentant légal ou dûment mandaté par la structure qu'il représente. Pour siéger au Conseil d'administration il doit ensuite être élu par les membres de l'assemblée générale ayant voix délibérative.

Le mandat des membres élus est de 3 ans. Le CA est renouvelé par tiers tous les ans.

Les membres sortants sont rééligibles.

Les deux premières années, ils seront tirés au sort.

Le Conseil d'Administration élit un bureau pour un an parmi ses membres. Il est composé d'un président, un trésorier, un secrétaire. Il pourra être complété par un ou plusieurs vice-présidents, secrétaires adjoints et trésoriers adjoints.

La fonction de membre du bureau ne peut excéder 9 ans. Le président de l'ALF SUD ne peut cumuler cette fonction avec celle de président de l'ALF nationale. Le président, le trésorier et le secrétaire sont choisis parmi les membres actifs.

Chaque vote se déroule à main levée ou au scrutin secret sur demande d'au moins un membre. Sont élus les candidats ayant obtenu la moitié des voix plus une des membres présents ou représentés.

## **ARTICLE VIII**

En cas de vacance, le conseil d'administration peut pourvoir provisoirement au remplacement de ses membres. Pour cela, un candidat représentant légal ou dûment mandaté doit être proposé par la structure dont le poste est vacant. Il devra alors être coopté, puis le remplacement définitif devra être entériné par la prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres élus en remplacement prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés. Le Conseil se réunit au moins chaque fois qu'il est convoqué à la demande de son président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence ou la représentation du tiers au moins des membres au C.A sont nécessaires pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité des voix des présents et des représentés ; en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Si la présence ou la représentation du tiers des membres ne sont pas réunies, l'organisation du C.A est différée dans les trois semaines suivantes. L'organisation de ce nouveau C.A n'est pas soumise à un quota minimum.

Un membre empêché peut donner un pouvoir écrit à un autre membre. Chaque membre ne peut être porteur de plus de deux mandats en plus du sien. Tout membre du conseil, absent sans excuses durant trois séances consécutives, sera considéré comme démissionnaire.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

L'Assemblée Générale peut révoquer un ou plusieurs membres du C.A. La révocation se fait par vote sur proposition d'1/3 de ses membres.

Le CA peut exclure un membre pour motifs graves. Le membre intéressé est préalablement appelé à fournir des explications, son exclusion est signalée pour information à l'AG.

Chaque vote se déroule à main levée ou au scrutin secret sur demande d'au moins un membre.

#### **ARTICLE IX**

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Les remboursements de frais sont seuls possibles sur justificatifs. Tout personnel nécessaire au bon fonctionnement de l'association pourra être rétribué. Les salariés rétribués de l'association peuvent être appelés par le Conseil d'Administration à assister avec voix consultative aux séances de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration.

#### **ARTICLE X**

L'Assemblée Générale

Elle comprend tous les membres de l'Association à quelque titre qu'ils soient affiliés.

Elle se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande du quart de ses membres.

Son ordre du jour est fixé par le Conseil d'Administration.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par le conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

Le président ou son mandataire, assisté des membres du Conseil d'Administration préside l'Assemblée Générale et expose la situation morale de l'association.

Le trésorier ou son mandataire rend compte de la gestion de l'association et propose les affectations financières.

Le Conseil d'administration ou son mandataire présente les rapports d'activité et d'orientations. Les affectations et les rapports financiers, d'activités et d'orientations sont soumis à l'approbation de l'Assemblée.

Ne devront être traitées lors de l'Assemblée Générale que les questions dont se compose l'ordre du jour.

Chaque membre peut être porteur de 3 pouvoirs maximum en plus du sien.

Tous les ans, après épuisement de l'ordre du jour, l'assemblée générale procède au renouvellement par tiers des membres du Conseil d'Administration, pourvoit au remplacement des membres démissionnaires ou révoqués et entérine ou rejette les cooptations de membres associés. Chaque vote se déroule à main levée ou au scrutin secret sur demande d'au moins un membre. La proposition soumise au vote est validée si elle obtient au moins la moitié des voix plus une des membres présents ou représentés.

#### **ARTICLE XI**

L'Assemblée Générale Extraordinaire

Elle se réunit sur proposition du Conseil d'Administration ou sur la proposition du dixième des membres dont se compose l'Assemblée Générale. Les propositions sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'Assemblée au moins quinze jours à l'avance.

L'Assemblée doit se composer du quart au moins de ses membres présents ou représentés. Chaque membre peut être porteur de 3 pouvoirs maximum en plus du sien.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Chaque vote se déroule à main levée ou au scrutin secret sur demande d'au moins un membre. Elle est seule compétente pour modifier les statuts de l'association. Dans ce cas, les modifications

article par article doivent accompagner l'ordre du jour.

Les propositions soumises au vote sont validées si elles obtiennent au moins les deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

#### **ARTICLE XII**

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'Administration qui le fait alors approuver par l'Assemblée Générale. Ce règlement éventuel est destiné à fixer les points non prévus par les statuts, notamment ceux qui concernent l'administration interne de l'association. L'association se conforme en outre au règlement adopté par l'ALF nationale.

#### **ARTICLE XIII**

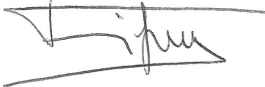
En cas de dissolution prononcée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif sera versé à l'ALF nationale, après apurement du passif.

#### **ARTICLE XIV**

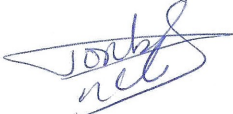
Les présents statuts, établis en autant d'originaux que de parties intéressées, plus 1 original pour l'association et 2 destinés au dépôt légal seront déposés auprès des instances compétentes par le président de l'association.

Fait à Salon de Provence, le 29 septembre 2018

Présidente

Amélie Kigues  


Secrétaire

PORTAL Marie-Christine  


Trésorière

Isabelle SEGRETAIN  
